

Fabienne JAULT-SESEKE
31 rue des martyrs,
75009 Paris
fabienne.jault@seseke.fr

STATUT ET PARCOURS UNIVERSITAIRE

Depuis 2012, Professeur à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (Paris Saclay)

2009-2012 : Professeur à l'Université de Rouen

1995-2009 : Maître de conférences à l'Université de Rouen.

1994 : Docteur en Droit ; Habilitée à diriger les recherches.

1993-1995 : ATER à l'Université de Paris I

1992-1993 : Assistante à l'Université de Würzburg (Allemagne)

1991 : DEA de Droit international privé et de Droit du commerce international (Paris I)

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

2020-2021 : Droit international privé (M1), Cours et séminaires en troisième cycle (Droit international privé), Droit européen des personnes (M1), Droit des contrats d'affaires (M1), Droit des données personnelles (M1), Droit des personnes et de la famille (L1). Séminaires de Droit social international à Paris 1.

Autres cours dispensés les années antérieures : Droit du travail (L3), Droit de la consommation (L3), Droit des contrats (L2), Droit de la responsabilité civile (L2). Droit européen des affaires (M1), Droit de la concurrence (M1), Instrument de paiement et de crédit (M1), Droit international privé spécial (M1), Droit des étrangers (M2), Droit international privé du travail et Droit du commerce international (M2), Mobilité internationale (M2).

Enseignements ponctuels à l'étranger (Leipzig, Vilnius, Athènes, IDAI du Caire)

Activités régulières de formation continue, notamment à la maison du notariat, à l'ENM, au sein des barreaux et dans des IEJ (Rouen, Paris II et Versailles).

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

Responsable à Versailles du Master Saclay Droit international et européen

Responsable du M1 Droit international et européen des affaires

Directrice du M2 Arbitrage et commerce international (MACI).

Membre du Conseil de Faculté depuis 2017.

Responsabilités antérieures

- Membre de la Commission Recherche et du Conseil académique (et de leur bureau) de l'Université de Versailles Saint-Quentin (2016-2020).
- Responsable de la Mention Droit international et européen (Paris-Saclay) (2015-2019)
- Directrice du département de droit privé (Versailles Saint-Quentin) (2013-2019).
- Membre du Conseil national des Universités (2005-2007 ; 2007-2009) et de (2015 à 2019)

- Membre suppléant de la Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (2016-2019)
- Responsable du Master Mention droit privé, direction du Master I Mention Droit privé général et du Master II Recherche Droit privé de 2009 à 2012 (Rouen)
- Directrice du CREDHO-DI (centre de recherche sur les droits de l'homme - droit international) ; EA1305 de 2009 à 2012 (Rouen)
- Présidente de la CCSE (commission de spécialistes) section 01, de 2009 à 2012 (Rouen)
- Membre du Conseil scientifique de l'Université de Rouen (2007-2009 ; 2010-2012)
- Membre du Conseil de gestion de la Faculté de Droit de Rouen (2010 -2011)

RESEAUX DE RECHERCHES.

- Membre du laboratoire DANTE (EA 4498)
- Co-présidente du Réseau européen d'experts en droit Trans Europe Experts (TEE)
- Membre du Groupe européen de Droit international privé (GEDIP)
- Membre de l'International Law Association (ILA), membre du comité *Privacy*, vice-Présidente de la Branche française
- Membre du Comité français de Droit international privé, Secrétaire générale adjointe
- Membre du comité de rédaction de la Revue critique de Droit international privé
- Membre du comité éditorial de la Revue de droit du travail
- Membre de la Société de législation comparée (SLC)
- Participation à différents projets de recherches internationaux

Langues étrangères : Bilingue allemand ; anglais courant.

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE

Ouvrage :

Direction avec S. Corneloup, V. Egéa et E. Gallant du Commentaire des Règlements 2016/1103 et 2016/1104 (Régimes matrimoniaux et Effets patrimoniaux des partenariats enregistrés), SLC, coll. Transeuropexperts, 2018.

Direction avec S. Corneloup, V. Egéa et E. Gallant du Commentaire du Règlement Bruxelles II ter, en cours, à paraître chez Bruylant.

Recherches collectives :

Direction avec S. Corneloup de deux rapports commandés par le Parlement européen (suite à appel d'offres) relatifs aux interactions entre le DIP des personnes et le droit des étrangers (Juin 2017) :

http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/583158/IPOL_STU%282017%29583158_EN.pdf

http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/583157/IPOL_STU%282017%29583157_EN.pdf

Articles :

- L'essor de l'autonomie de la volonté en Droit international privé de la famille, Journées franco-italiennes, Douai 30 janv. 2020, à paraître.
- Minderjährigenehe und IPRG, in F. Heindler (dir.), Festschrift 40 Jahre IPRG, Jan Sramek Verlag, 2020, p. 233-247.
- Regulation Rome III - Law applicable to divorce -, Article 4 (universal application), Commentary Elgar, 2020.
- Avec S. Clavel, « Public interest consideration, Changes in continuity », *Yearbook of PIL* vol. XIX 2017/2018, p. 233-246.
- Avec E. Pataut, « Le citoyen européen et son nom », Festschrift für C. Kohler, Gieseking Verlag 2018, p. 371-384.
- Article 31 (ordre public) et 32 (exclusion du renvoi), in S. Corneloup, V. Egéa, E. Gallant, F. Jault-Seseke (dir.), du Commentaire des Règlements 2016/1103 et 2016/1104 (Régimes matrimoniaux et Effets patrimoniaux des partenariats enregistrés), SLC, coll. Transeuropexperts, 2018.
- Avec E. Gallant, « L'autonomie de la volonté en matière d'obligations alimentaires », in *L'autonomie de la volonté dans les relations familiales internationales* (dir. P. Wautelet, A. Panet et H. Fulchiron : Colloque organisé à Lyon les 11 et 12 mai 2016), Larcier 2017, p. 223-244.
- « Vingt ans d'application de la Convention de La Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux », *Revue Lamy Droit Civil* déc. 2012, p. 43-48.
- « Mariages et partenariats enregistrés : critique de la diversité des méthodes de droit international privé » in *Mélanges à la mémoire de Patrick Courbe*, Dalloz 2012, p. 311.
- « La nationalité comme facteur de rattachement et la distinction entre Etats membres et Etats tiers », Actes du Colloque organisé à Bordeaux, le 13

novembre 2008, *Droit international privé, Etats membres de l'Union européenne et Etats tiers*, Litec, Débats et Colloques, 2009, p. 21

- « Les aspects procéduraux de l'enlèvement international d'enfant » (avec Ch. Pigache), *D.* 2006. 1778
- « La notion de responsabilité parentale » intervention au colloque organisé par l'Université de Lyon 3 (2005) sur le règlement "Bruxelles II bis" (dir. H. Fulchiron, C. Nourissat). Actes publiés (Dalloz, Thèmes et commentaires : *Le nouveau droit communautaire du divorce et de la responsabilité parentale*, égal. in *Droit et patrimoine*, mai 2005)

Commentaires :

- Observations sous CA Versailles 1^{er} juin 2017, n° 17/01947, Bull. arrêts CA Versailles 2017
- Observations sous CA Versailles 28 janv. 2016, Bull. arrêts CA Versailles 2016
- Note sous BVerfG 18 juil. 2006, deux esp., aff. 1 BvL 1/04 et 1 BvL 12/04, www.slc-dip.com (nov. 2007) (principe de non discrimination et irrecevabilité de la demande de modification des éléments d'identité sexuelle déposée par un étranger).
- Commentaire de la réponse ministérielle sur le mariage homosexuel (*PA* 3 avr. 2006)
- Note sous Cass. 1^{re} civ., 18 mai 2005, *Clunet* 2006, p. 162 (adoption internationale)

Avec S. Robin-Olivier, Observations sous CJUE, 20 déc. 2017, affaire C372/16, *Sahyouni*, *GDR-ESLJ*, <http://www.gdr-elsj.eu/2018/02/19/informations-generales/larret-sahyouni-reconnaissance-en-allemande-du-divorce-de-ressortissants-syriens-constate-en-syrie-par-un-tribunal-religieux-appliquant-la-charia-ou-l-art-de-lesquive/>

Compte-rendu :

- Ulf Bergquist, D. Damascelli, R. Frimston, P. Lagarde, F. Oderski, B. Reinhartz, *Commentaire du Règlement Européen sur les successions*, Dalloz 2014, *Rev. crit. DIP* 2015. 1075
- Edwin Gitschthaler (dir.), *Internationales Familienrecht*, 2019, Verlag Österreich, *Rev. crit. DIP* 2019.

CONFLITS DE JURIDICTIONS

Ouvrage :

L'Espace judiciaire européen civil et pénal, Regards croisés (dir. F. Jault-Seseke, J. Lelieur, Ch. Pigache) : *Les différences d'approche de l'espace judiciaire européen sur les plans civil et pénal* (avec J. Lelieur), Dalloz, Thèmes et commentaires, 2009, p. 3.

Articles :

Fabienne Jault-Seseke, Professeur à l'Université de Versailles Saint-Quentin

- « Election de for et protection des données personnelles », in Les clauses attributives de juridiction, Colloque Paris II du 21 novembre 2019, à paraître.
- « L'adaptation des critères de compétence juridictionnelle » in Internet et le droit international, Colloque SFDI, Rouen 30 mai-1^{er} juin 2013, Pedone 2014, p. 167-180.
- « L'amélioration des règles relatives à la litispendance et à la connexité : des avancées en demi-teinte », *LPA* 2013, n° 210, p. 16 (chronique du CUREJ relative à l'adoption du Règlement Bruxelles I révisé)
- Commentaire de l'article 5-1 du règlement de Bruxelles I, *Commentaire Unalex* (version plurilingue), in *Brüssel I-Verordnung Kommentar zur VO (EG) Nr. 44/2001 und zum Übereinkommen von Lugano 2007* (dir. Th. Simons et R. Hausmann), 2012/2013 ; version française en ligne sur Unalex.
- Commentaire des articles 18 à 21 du règlement de Bruxelles I, *Commentaire Unalex* (version française).
- « Commentaire de l'article 5-1 du règlement de Bruxelles I » (compétence juridictionnelle en matière contractuelle), *LPA* 2002, n° 107 et 108

Avec S. Clavel, La Convention de La Haye du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements, que faut-il en attendre ? Travaux du comité français de droit international privé 2019 (séance du 4 octobre 2019).

Chronique annuelle :

- *Panorama de droit international privé 2020* (avec S. Clavel), *D.* 2021.
- *Panorama de droit international privé 2019* (avec S. Clavel), *D.* 2020. 951
- *Panorama de droit international privé 2018* (avec S. Clavel), *D.* 2019. 1016
- *Panorama de droit international privé 2017* (avec S. Clavel), *D.* 2018. 966
- *Panorama de droit international privé 2016* (avec H. Gaudemet-Tallon), *D.* 2017. 1011
- *Panorama de droit international privé 2015* (avec H. Gaudemet-Tallon), *D.* 2016. 1045
- *Panorama de droit international privé 2014* (avec H. Gaudemet-Tallon), *D.* 2015. 1056
- *Panorama de droit international privé 2013* (avec H. Gaudemet-Tallon), *D.* 2014. 1059
- *Panorama de droit international privé 2012*, *D.* 2013. 1503
- *Panorama de droit international privé 2011* (avec H. Gaudemet-Tallon), *D.* 2012. 1228
- *Panorama de droit international privé 2010*, *D.* 2011. 1374.
- *Panorama de droit international privé 2009* (avec P. Courbe), *D.* 2010. 1585.
- *Panorama de droit international privé 2008* (avec P. Courbe), *D.* 2009. 1557.
- *Panorama de droit international privé 2007* (avec P. Courbe), *D.* 2008. 1507.
- *Panorama de droit international privé 2006* (avec P. Courbe), *D.* 2007. 1751.
- *Panorama de droit international privé 2005* (avec P. Courbe), *D.* 2006. 1495.

Commentaires :

- Avec R. Amaro, note sous CJUE 24 nov. 2020 (C-59/19), *Booking*, *D.* 2021.
- Note sous CJUE 18 nov. 2020 (C-519/19), *Ryanair*, *D.* 2021. 412.

- Note sous CJUE 4 oct. 2018 (C-337/17) *Feniks*, D. 2019. 516.
- Note sous CJUE 17 oct. 2017 (C194/16), *Bolagsupplysningen OÜ*, D. 2018. 276
- Observations sous CA Versailles 12 déc. 2016, n° 15/02912 (nature contractuelle d'un règlement de copropriété ; caractère international du litige), Bull. arrêts CA Versailles 2017.
- Observations sous CA Versailles 12e ch., 25 oct. 2016, n° 15/ 07675 (clause attributive de juridiction et concurrence déloyale), Bull. arrêts CA Versailles 2017.
- Note sous Cass. com. 7 oct. 2015, D. 2015, 2620 (clause attributive de juridiction déséquilibrée ; droit de la concurrence)
- Observations sous Cass. com. 25 mars 2015, *AJ Contrats d'affaire* 2015. 272 (clause attributive de juridiction et chaîne de contrats).
- Observations sous Cass. com. 23 sept. 2014, *AJ Contrats d'affaire* 2014. 377 (clause attributive de juridiction et caractère international du contrat).
- Observations sous Cass. com. 4 mars 2014, *AJ Contrats d'affaire* 2014. 82 (extension de la clause attributive de juridiction)
- Note sous BGH 5 sept. 2012, *Rev. crit. DIP* 2013, p. 890 (clause attributive de juridiction et loi de police européenne)
- Note sous Cass. civ. 1^{re} et Com. 18 déc. 2008, *Rev. crit. DIP* 2009, p. 524 (Opposabilité au tiers de la clause attributive de juridiction inséré dans un connaissance maritime)
- Note sous Cass. civ. 1^{re}, 22 oct. 2008, D. 2009, p. 200 (clause attributive de juridiction et loi de police)
- Note sous Cass. com. 10 juin 1997 (avec F. Labarthe), D. 1998, 2 (validité des clauses attributives de juridiction).

Recherches collectives :

Direction avec S. Corneloup et B. Fauvarque-Cosson (TEE) d'une étude commandée par le Parlement européen sur les actions collectives (Présentation le 10 oct. 2018) : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/608829/IPOL_STU\(2018\)608829_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/608829/IPOL_STU(2018)608829_EN.pdf)

Autre :

Entretien, Une nouvelle convention de la Haye en matière de reconnaissance et d'exécution des jugements étrangers, D. 2019. 1928.

DROIT SOCIAL INTERNATIONAL ET EUROPEEN

Articles :

- A la recherche de l'employeur : miscellanées autour de la mise à disposition, de l'intérim et du portage salarial dans un contexte de mobilité internationale, *RDT* 2020. 769.
- Le travailleur salarié au prisme de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (Actes de colloque, Dijon 2018), *Rev. du droit de l'UE* 2019.
- La coopération loyale au sens des règles de coordination des régimes de sécurité sociale, une évolution nécessaire, Interrogations autour des

certificats de détachement, Etudes offertes à Pierre Rodière, Lextenso 2019, p. 115-124.

- L'entreprise transnationale, quelle réalité ? in Les périmètres d'application du droit du travail, colloque de l'IDT, Bordeaux, 2 mars 2018, *Dr. ouvr.* 2018, p. 551-555.
- Brussels I Recast, *Jurisdiction over individual contracts of employment* in E. Ales, M. Bell, S. Robin-Olivier, O. Deinert, *International and European Labour Law*", *Nomos* 2018, p. 1643-1649.
- « L'adoption du règlement n° 593/2008 (Rome 1) sur la loi applicable aux obligations contractuelles : le choix de la continuité pour le contrat de travail » (Commentaire de l'article 8 du Règlement Rome I), *RDT* 2008, 619.
- Communication à la journée d'étude organisée par l'Atharep-CNRS le 15 mars 2007 sous la direction de A. Boujeka, *Les politiques de protection des personnes handicapées en Europe et dans le monde*, Bruylant 2009, p. 301: « Le contrat de travail de la personne handicapée en droit international privé et en droit communautaire ».
- Intervention dans le cadre d'un séminaire organisé par l'université de Paris I, « L'office du juge en matière de travail international » (19 juin 2006), publié in *Procès du travail et travail du procès* (dir. M. Keller), *LGDJ* 2008, pp. 343-356
- « L'office du juge dans l'application de la règle de conflit de lois en matière de contrat de travail », *Rev. crit. DIP* 2005, p. 253.
- « La détermination des accords collectifs applicables aux relations de travail internationales », in *Le droit international privé, esprit et méthodes, Mélanges Paul Lagarde*, Dalloz 2004, p. 455.
- « L'action du salarié dans les rapports internationaux de travail », *PA* 2003, n° 206, p. 5.

Encyclopédie Dalloz, Droit international, V° *Contrat de travail*, refonte 2011 et 2018.

Commentaires :

- Note sous Cass. soc. 12 janv. 2021, *D. Soc.* 2021
- Note sous Cass. soc. 7 nov. 2018, *Rev. crit. DIP* 2019. 861.
- Note sous Cass. soc. 6 juin 2018 et 20 sept. 2018, *RDT* 2018. 871 (application dans l'espace des accords de participation et d'intéressement).
- Observations sous Cass. soc. 14 sept. 2017, *Comilog*, *RDT* 2018. 780 (déni de justice).
- Note sous CJUE, 14 sept. 2017, aff. C168/16 et C169/16, *Crewlink Ireland et Ryanair*, *Rev. crit. DIP* 2018. 279 (art 19, Règl. Bruxelles 1).
- Note sous Cass. soc. 13 oct. 2016, *RDT* 2017. 66 (loi applicable au contrat de travail d'un enseignant d'une école française à l'étranger)
- Note sous Cour suprême du Canada 4 sept. 2015, *Chevron*, et CA Paris 10 sept. 2015, *Comilog*, *RDT* 2016. 57 (responsabilité des multinationales)
- Note sous Cass. soc. 18 janv. 2015, *Comilog*, *Bull. Joly Sociétés* 2015, 222 (co-emploi et compétence juridictionnelle)
- Note sous Cass. soc. 13 nov. 2014, *Rev. crit. DIP* 2015, 396 (directive détachement et notion de salaire minimal)

- Note sous Cass. soc. 21 mai 2014 et 2 juil. 2014, *Rev. crit. DIP* 2015, 594 (co-emploi),
- Note sous Cass. soc. 18 déc. 2013, Sodimédical, *Rev. crit. DIP* 2014, 426 (contrôle de la qualification du co-emploi)
- Note sous CJUE 12 sept. 2013, Schlecker, *RDT* 2013. 785 (loi applicable au contrat de travail)
- Note sous Cass. soc. 4 déc. 2012, *RDT* 2013. 437 (loi applicable au licenciement ; garantie de l'AGS).
- Note sous CJUE 19 juil. 2012, *RDT* 2012. 588 (salarié d'une ambassade, compétence juridictionnelle)
- Note sous Cass. soc. 11 avr. 2012, *RDT* 2012. 388 (pilote, compétences juridictionnelle et législative)
- Note sous Cass. soc. 8 févr. 2012, *Rev. crit. DIP* 2012. 576 (co-employeur et loi applicable)
- Note sous CJUE 15 déc. 2011, *RDT* 2012.115 (loi applicable au contrat de travail)
- Note sous CJUE 15 mars 2011 et Cass. soc. 18 janv. 2011, *Rev. crit. DIP* 2011, p. 447 (loi applicable au contrat de travail)
- Note sous Cass. soc. 29 sept. 2010, *RDT* 2011, 262 (clause attributive de juridiction et contrat de travail)
- Note sous Cass. soc. 12 juil. 2010 et 29 sept. 2010, *Rev. crit. DIP* 2011, p. 72 (loi applicable au contrat de travail ; prescription de l'action en contestation du licenciement).
- Note sous Cass. soc. 31 mars 2009, *RDT* 2010, p. 63 (détermination du lieu d'exécution habituelle du travail pour l'application du Règlement 44/2001)
- Note sous CJCE 16 oct. 2008, *RDT* 2009, p. 333 (insolvabilité de l'employeur et garantie des salaires)
- Note sous Court of appeal London 12 juillet 2007 et High court of justice London 23 novembre 2007, *RDT* 2008, p. 691 (notion de contrat de travail ; anti-suit injunction).
- Note sous CJCE 22 mai 2008, *Rev. crit. DIP*. 2008, p. 847 (Pluralité d'employeurs et application de l'article 6.1 du Règlement 44/2001)
- Note sous CJCE, 3 avril 2008, *RDT* 2008, p. 412-415 (Détachement dans l'union européenne et salaire minimal prévu par un accord collectif)
- Note sous Cass. soc. 4 déc. 2007, *D.* 2008, p. 757 (obligation de reclassement à l'étranger et connaissance du droit étranger)
- Note sous Cass. soc. 19 juin 2007, *RDT* 2007, p. 543 (Délocalisation d'activité et détermination de l'employeur dans un groupe de sociétés)
- Note sous Cass. soc. 11 janv. 2007, *D. soc.* 2007, p. 638 (accès au juge).
- Observations sous Cass. soc. 23 mars 2005, *LPA* 2006, n° 66, p. 6.
- Note sous Cass. soc. 25 janv. 2005, *D. soc.* 2005, p. 914 (immunités de juridiction)
- Note sous Cass. civ. 21 janv. 2004, *Rev. crit. DIP* 2004, 644 (clause attributive de juridiction insérée dans un contrat de travail)
- Note sous Cass. soc. 12 nov. 2002, *Rev. crit. DIP* 2003, 446 (loi applicable au contrat de travail)

Avec S. Robin-Olivier,

- Note sous BverfG 5 nov. 2019, *RDT* 2020. 141.

- Contradiction dans le régime du détachement, une comparaison des arrêts *Sähköalojen ammattiliito* et *A-Rosa*, *RDT* 2017. 562.

Recension : M.-A. Moreau, Normes sociales, droit du travail et mondialisation - confrontations et mutations, coll. A droit ouvert, Dalloz 2006, *Rev. crit. DIP* 2007, p. 980-986.

DROIT DES ETRANGERS ET DROIT DE LA NATIONALITÉ

Ouvrages :

Le regroupement familial en droit comparé français et allemand, préface de Paul Lagarde, LGDJ, Bibliothèque de droit privé, t. 265.

Avec S. Corneloup et S. Barbou des Places : *Droit de la nationalité et Droit des étrangers*, PUF Thémis, 2015.

Avec A. Dionisi-Peyrusse, F. Marchadier, V. Parisot, *La nationalité, enjeux et perspectives*, Institut universitaire Varenne, Collection Colloques et Essais, 2019

Encyclopédie Dalloz, Droit international, V. *Etrangers* (éd. 1998 avec P. Lagarde ; éd. 2011 et 2019).

Recherches collectives :

Participation au projet Re-Jus (projet de formation des juges, co-financé par le Programme Justice de l'Union européenne, conduisant à élaborer un recueil de jurisprudence et des lignes directrices générales sur la mise en œuvre du droit au recours effectif (art. 47 de la Charte des droits fondamentaux) en droit des étrangers.

En cours : Projet FRICORE (dans la lignée du projet Re-Jus préc.)

V. aussi *infra* dans la catégorie Droit international privé des personnes et de la famille.

Articles :

- Le séjour des membres de la famille : regard sur la jurisprudence récente de la CJUE, *AJ fam.* 2021, p.
- L'identité biométrique de l'étranger, in *La famille du migrant* (dir. H. Fulchiron), Lexisnexis 2020, p. 262-273.
- Avec D. Porcheron, La protection en France de l'étranger, esclave domestique in *Dossier, Les nouveaux visages de l'esclavage*, Cahiers de la justice 2020/2, p. 231.
- Sur la situation des travailleurs étrangers dépourvus d'autorisation de travail et sur celle de leur employeur, *RDT* 2019. p. 740-747.
- Avec S. Corneloup, La loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie, *Rev. crit. DIP* 2019, p. 5-34.

- Propos conclusifs, in *Quelle protection pour les mineurs non accompagnés* (dir. L. Aït Ahmed, E. Gallant, H. Meur), IRJS éditions 2019, p. 147-152.
- La remise en cause des droits attachés à la nationalité, in *La nationalité, enjeux et perspectives* (ouvrage précité dans la rubrique Ouvrages), p. 135-148.
- L'entrée et le séjour des joueurs professionnels étrangers, in *L'E-sport : enjeux et perspectives* (dir. G. Rabu et M. Reverchon-Billot), PUAM 2017, p. 197-207.
- Lorsque le mariage est un piège ! Impact de la séparation sur le droit des étrangers, *AJ fam.* 2017. 474.
- Crise migratoire et évolution du droit français, Journée d'étude franco-allemande : *État des lieux des politiques migratoires en France et en Allemagne*, Paris 24 février 2017.
- Les contrôles d'identité à l'aune du principe de non-discrimination, Colloque de la Cour de cassation du 21 novembre 2016, in *Le droit des étrangers en situation irrégulière*, La Documentation française 2017, p. 173-192.
- Les spécificités du droit des étrangers à Mayotte, in J. Dupont-Lassalle, F. Hermet, E. Ralser (dir.), *La départementalisation de Mayotte, un premier bilan juridique et économique*, L'Harmattan 2019, p. 47-64.
- Evolution récente du droit des étrangers et du droit d'asile, Aperçu des réformes adoptées dans quelques pays européens, Actes du colloque sur le droit des étrangers à Mayotte, Mayotte 22 juin 2016, *Rev. crit. DIP* 2017, p. 37-44
- Nationalité et fraude en matière d'état civil, Actes du colloque « La nationalité française dans l'Océan indien », Saint-Denis de la Réunion, 9 novembre 2015 (dir. E. Ralser et J. Knetsch), *Société de législation comparée* 2017, p. 227-241.
- The implementation of three EU directives on labour migration from third countries (dir. Petra Herzfeld Olsson, Université d'Uppsala) 2014-2015, rédaction du rapport français, *Bulletin of Comparative Labour Relations* n° 91, 2016, p. 195-216.
- Dossier : Mariage, Pacs, concubinage - Droit de séjour des étrangers, *AJ fam.* 2015. 40
- Avec l'Europe, que reste-t-il du plein droit ? *Plein Droit* 2014/1, p. 23
- « Travail et regroupement familial » (Dossier : Famille et travail), *AJ fam.* 2013. 218
- « L'emploi des salariés étrangers en France : les discriminations tenant à la nationalité ». Séminaire organisé par l'IRDA (Paris 13) et le Barreau de Paris le 23 mars 2009, *Lamy semaine sociale*, 2 novembre 2010, n° 1465
- « La loi n° 2007-1631 du 20 novembre 2007 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile. Vers une nouvelle conception de l'intégration », *Rev. crit. DIP* 2008, p. 5.
- Commentaire de la directive CE relative au droit au regroupement familial, *Rev. crit. DIP* 2004, p. 254.
- Commentaire de la circulaire du 1^{er} mars 2000 relative au regroupement familial, *Rev. crit. DIP* 2000, p. 884.

Commentaires :

- Obs. sous CE, 21 janv. 2021, n° 439248, AJ fam. 2021.
- Obs. sous CE., 1^{er} juil. 2020, n° 423272, AJ fam. 2020. 538.
- Obs. sous CE., 29 nov. 2019, n° 421523, AJ fam. 2020. 68.
- Note sous CE., 31 juil. 2019, n° 411984, GPA et effet collectif de la naturalisation, *Rev. crit. DIP* 2020, 85.
- Note sous Cons. Const. 21 mars 2019, n° 2018-768 QPC, Adama S. (tests osseux), *Rev. crit. DIP* 2019. 972.
- Note sous Civ. 1^{re}, 13 févr. 2019, n° 18-50.012, JCP 2019. 392 (date d'appréciation de la nationalité de l'adoptant).
- Note sous Cass. Civ. 1^{re}, 16 nov. 2017, *Rev. crit. DIP* 2018, 810.
- Note sous Cass. Civ. 1^{re}, 9 sept. 2015, *Rev. crit. DIP* 2015. 335 (art. 32 du code civil)
- Note sous Cass. civ. 1^{re}, 8 oct. 2014, *Rev. crit. DIP* 2015. 857 (preuve de la filiation attributive de nationalité)
- Note sous CEDH, gr. ch., 13 décembre 2012, De Souza Ribeiro c/ France, *Rev. crit. DIP* 2013. 448
- Note sous CE 11 avr. 2012, *Gisti*, *Rev. crit. DIP* 2013. 133
- Note sous Cass. civ. 1^{re}, 28 févr. 2012, *Rev. crit. DIP* 2012. 815 (acte de naissance apocryphe et nationalité française par filiation)
- Note sous Cass. civ. 3^{ème}, 9 nov. 2011, *Rev. crit. DIP* 2012. 568 (caractère discriminatoire de la condition de nationalité dans la réglementation du bail commercial)

Avec S. Corneloup, Note sous Cass. 1^{re} civ. 23 juin 2010, *Rev. crit. DIP* 2010. 689 (contestation de la déclaration de nationalité par le ministère public et acte de naissance apocryphe).

Chronique annuelle au Recueil Dalloz (avec O. Boskovic, S. Corneloup, N. Joubert et K. Parrot ; en charge de la rubrique Entrée et séjour) depuis 2010 : Panorama de droit de la nationalité et de droit des étrangers, D. 2021. 255; D. 2020. 298; D. 2019. 347 ; D. 2018. 313; D. 2017. 261; D. 2016. 336 ; D. 2015. 450; D. 2014. 445 ; D. 2013. 324 ; D. 2012. 390 ; D. 2010. 2868.

Compte-rendu :

- G. Légier, Histoire du droit de la nationalité française, des origines à la veille de la réforme de 1889, PUAM 2014, Clunet 2015.
- S. Carrera Nunez, G.-R. de Groot (eds), The role of the European Union on loss and acquisition of nationality, Wolf legal Publishers 2015, *Rev. crit. DIP* 2016. 807.

Autre :

Entretien : Le pacte européen sur la migration et l'asile, un changement d'orientation des politiques européennes migratoires ? D. 2020. 2232

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ DES OBLIGATIONS
(v. aussi la rubrique Conflit de juridictions)

Articles :

- « L'appréhension de la responsabilité des groupes de sociétés par le droit international privé : l'exemple du droit du travail et du droit des faillites », Travaux du comité français de droit international privé 2012-2014, Pedone 2015, p. 77.
- Avec S. Francq, « Les lois de police, une approche de droit comparé », intervention lors du Colloque à l'Université de Bourgogne, Dijon, les 10 et 11 sept. 2010, publié in Le règlement communautaire « Rome 1 » et le choix de loi dans les contrats internationaux, Litec, CREDIMI 2011, 357.
- La communautarisation des règles de conflit de lois : un premier pas (présentation générale du Règlement « Rome II »), in Le Règlement (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (dit Règlement «Rome II»), PA 2008, n° 155, p. 8.
- L'autorité de la règle de conflit de lois en matière contractuelle, Annales de la Faculté de Droit de Rouen 2008, t. 2.

Commentaires :

- Note sous CJUE 28 juil. 2016 (C-191/15), VKI/Amazon, D. 2016. 2315
- Note sous Cass. com. 25 mars 2014, D. 2014. 1250 (loi applicable à la rupture brutale des relations commerciales établies)
- Note sous CJCE 6 oct. 2009 (C-133/08), D. 2010, p. 236 (jeu de la clause d'exception dans la convention de Rome).
- Note sous Cass. com. 13 juil. 2010, JDI 2011, 91 (garantie de paiement du transporteur et loi de police)

DROIT DU NUMÉRIQUE (ASPECTS INTERNATIONAUX)

Ouvrages :

- Chapitre : Le champ d'application de la Loi Informatique et Libertés, Champ d'application dans l'espace, in J. Rochfeld, N. Martial-Braz (dir.), Droit des données personnelles, Les spécificités du droit français au regard du RGPD, Dalloz coll. Décryptage 2019, p. 43-50.

Articles :

- La *blockchain* au prisme du droit international privé, quelques remarques, D. IP.IT 2018. 544 (Actes du colloque *Blockchain, propriété intellectuelle et mode*, Paris 17 mai 2018).
- La portée extraterritoriale ou a-territoriale du RGPD, Rev. des aff. europ. 2018/1. 43.
- Avec C. Zolynski, Le Règlement n°2016/679/UE relatif à la protection des données personnelles, aspects de droit international privé, D. 2016. 1874.
- L'accès à la justice des utilisateurs des réseaux sociaux, intervention lors du colloque de l'Université Paris Saclay, le 22 mai 2015, publié in TIC Innovation et Droit international (dir. Ph. Achilléas et W. Mikalef), Pedone 2017, p. 75-88.

Commentaires :

- Obs. sous CJUE 6 oct. 2020 (C-511-18 ; C-512/18, C-520/18 et C-623/17), *La Quadrature du Net*, Blog du Club des Juristes, 9 nov. 2020 <https://blog.leclubdesjuristes.com/la-cour-de-justice-de-lunion-europeenne-soppose-a-la-collecte-massive-des-donnees-de-connexions-internet-et-telephoniques-a-des-fins-judiciaires-ou-de-renseignement-par-fabienne-jau/>
- Note sous CE 19 juin 2020, n° 430810, Google / CNIL, D. 2020. 2043.
- Obs. sous CJUE 16 juil. 2020 (C-311-18), *Schrems III*, Blog du Club des Juristes, 24 Juil. 2020 <https://blog.leclubdesjuristes.com/quel-avenir-pour-le-transfert-international-des-donnees-personnelles-apres-le-nouvel-arret-schrems/>.
- Obs. sous CE 27 mars 2020, Google / CNIL, D. IP/IT 2020, 210.
- Note sous CJUE 24 sept. 2019, C-507/17, Google / CNIL et CJUE 3 oct. 2018, C-18/18, *Glawischnig-Piesczek* D. IP/IT 2020, 102.
- Avec C. Zolynski, Note sous CJUE 25 janv. 2018 (C-498/16), *Schrems II*, D. 2018. 2000.

INSOLVABILITÉ INTERNATIONALE ET EUROPEENNE

Ouvrages :

- *Le nouveau Règlement insolvabilité* (dir. F. Jault-Seseke, D. Robine), Actes du colloque organisé au Ministère de la Justice le 8 avril 2015, Lextenso, coll. Pratique des affaires 2015. Contribution sur « Les droits des salariés », p. 163-177.
- *Le droit européen des procédures d'insolvabilité à la croisée des chemins* (dir. F. Jault-Seseke, D. Robine) Actes du colloque organisé à la Faculté de droit de Rouen le 21 septembre 2012, Lextenso, coll. Grands colloques, 2013. Contribution sur « Les relations avec les Etats tiers », p. 103-114
- *L'effet international de la faillite*, (dir. F. Jault-Seseke, D. Robine), Dalloz, Thèmes et commentaires, 2004, Actes du colloque organisé à la faculté de droit de Rouen le 11 mai 2004. Contribution sur « Le sort des salariés dans les procédures de faillites transfrontalières » (p. 151)

Articles :

- « La reconnaissance des procédures d'insolvabilité ouvertes à l'étranger à la lumière du nouveau Règlement Insolvabilité », *Annuaire Schultze Braun* 2017
- « Procédure d'insolvabilité communautaire : l'application du Règlement 1346/2000 et de la jurisprudence Eurofood par les juridictions anglaises et allemandes dans l'affaire Brochier », www.slc-dip.com (nov. 2007)

Avec D. Robine :

- « Le sort des droits réels dans le cadre du règlement insolvabilité », *Mélanges en l'honneur de J.-L. Vallens*, Lextenso 2017, p. 359-371.
- « Le règlement 2015/848 : le vin nouveau et les vieilles outres », *Rev. crit. DIP* 2016. 21.
- « L'interprétation du Règlement n° 1346/2000 relatif aux procédures d'insolvabilité, la fin des incertitudes ? » *Rev. crit. DIP* 2006. 811.
- « Le droit européen de la faillite », *D.* 2004. 1009.

Commentaires :

Fabienne Jault-Seseke, Professeur à l'Université de Versailles Saint-Quentin

- Note sous CJUE 8 juin 2017, aff. C54/16, *Vinyls*, *Rev. crit. DIP* 2017. 594.
- Note sous Cass. com. 28 juin 2016 et civ. 1^{re} 6 juil. 2016, *Rev. crit. DIP* 2017. 443.
- Note sous Cass. soc. 28 oct. 2015, *Rev. crit DIP* 2016. 534 (l'action du salarié n'est pas une action annexe)
- Note sous Cass. com. 10 mai 2012, *Rastelli*, *D.* 2012. 1803
- Note sous CJUE 21 janv. 2010 *MG Probud*, *Bull. Joly* 2010, p. 493.

Avec D. Robine :

- Note sous Cass. com. 16 juil. 2020, n° 17-16.200, *D.* 2020.
- Note sous Cass. com. 25 mars 2020, *Tiger*, n° n° 16-20.520, *Clunet* 2020
- Note sous Cass. com., 11 mars 2020, n° 19-10.657, *Bull. Joly Sociétés* 2020, n° 7-8, p. 31
- Note sous CJUE 18 sept. 2019, aff. C47/18, *Clunet* 2020. 697.
- Note sous CJUE, 14 nov. 2018, aff. C-296/17, *Wiemer et Trachter*, *Bull. Joly Sociétés* 2019, n° 2, p. 48.
- Note sous Cass. com., 24 mai 2018, n° 16-20.520, *Bull. Joly Sociétés* nov. 2018. 251.
- Note sous Cass. com. 7 févr. 2018, *Bull. Joly Sociétés* 2018. 217.
- Note sous CJUE, 9 nov. 2017, affaire C641/16, *Tünkers*, *Bull. Joly Sociétés* 2018. 51
- Note sous Cass. soc. 10 janv. 2017, *Nortel*, *D.* 2017. 1287
- Note sous CJUE, 26 oct. 2016, aff. C-195/15, *SCI Senior Home*, *Bull. Joly Sociétés* 2017. 248.
- Note sous CJUE 10 déc. 2015, aff. C-594/14, *Kornhaas*, *Bull. Joly Sociétés* 2016. 152.
- Note sous CJUE 11 juin 2015, aff. C-649/13, *Nortel*, *Bull. Joly Sociétés* 2015. 514
- Note sous CJUE, 4 déc. 2014, aff. C-295-13 , *G.T. GmbH*, *Bull. Joly Sociétés* 2015. 95.
- Note sous CJUE, 4 sept. 2014, aff. C-327/13, *Burgo Group*, *Bull. Joly Sociétés* 2014. 714
- Note sous CJUE, 16 janv. 2014, *Schmid*, *D.* 2014. 915
- Note sous CJUE, 22 nov. 2012, *Bank Handlowy* et Cass. com. 22 janv. 2013, *Nob*, *Rev. crit. DIP* 2014, 404
- Note sous Cass. com. 2 oct. 2012, *D.* 2013. 64
- Note sous CJUE 20 oct. 2011, *Interedil*, *Rev. crit DIP* 2012, 189
- Note sous Cass. com. 13 sept. 2011, *Belvédère*, *Revue Lamy Droit des affaires* 2011, n° 66 p. 19 et obs., *Act. proc. coll.* 2011.
- Note sous Cass. com. 15 déc. 2009, *Bull. Joly* 2010, p. 367.
- Note sous Cass. com. 30 juin 2009, *Bull. Joly* 2009, p. 877
- Note sous T. com. Paris 15 janv. 2007, *Bull. Joly* 2007, p. 459
- Note sous T. com. Paris 2 août. 2006, *Bull. Joly* 2007, p. 37
- Note sous T. com. Nanterre 15 févr. 2006, *Bull. Joly* 2006, p. 575.

ARBITRAGE INTERNATIONAL

Article : Commentaire du nouvel article 2061 du code civil (avec C. Legros), *LPA* 25 avr. 2002

Commentaires :

- Note sous Cass. 1^{re} civ. 13 mai 2015, *Commisimpex*, Chr. de droit de l'arbitrage, *LPA* 2015 n° 222, p. 8
- Note sous Cass. 1^{re} civ. 6 oct. 2010, *Abela*, *Rev. crit. DIP* 2011, p. 85 (contrôle de la décision d'incompétence par le juge étatique)
- Note sous Cass. 1^{re} civ. 8 juill. 2009, *Rev. crit. DIP* 2009, p. 779 (exclusion de la méthode conflictuelle pour apprécier le pouvoir de compromettre)
- Note sous Cass. 1^{re} civ. 27 mars 2007, *Rev. crit. DIP* 2007, p.798-807 (transmission et extension de la clause compromissoire)
- Note sous Cass. 1^{re} civ., 25 avril, 23 mai et 11 juill. 2006, *Rev. crit. DIP* 2007, p. 128 (l'effet négatif du principe compétence-compétence en question - jurisprudence 2006)
- Note sous Cass. civ. 1^{re} 22 nov. 2005 et com., 21 févr. 2006, *Rev. crit. DIP* 2006, p. 606 (clause compromissoire et connaissance maritime, principe compétence-compétence)
- Note sous Cass. soc. 28 juin 2005, *Rev. Crit. DIP* 2006, p. 159 (clause compromissoire et contrat d'engagement maritime)
- Note sous Cass. com. 8 oct. 2003 et civ. 1^{re}, 16 mars 2004, *Rev. crit. DIP* 2004, p. 763. (inopposabilité de la clause compromissoire à l'affréteur)
- Note sous Cass. 1^{re} civ., 28 janv. 2003, *Rev. crit. DIP* 2003, 641 (clause compromissoire et caractère international du contrat).
- Note sous Cass. 1^{re} civ, 16 oct. 2001, *Rev. crit. DIP* 2002, 555 (autorité de la clause compromissoire et indivisibilité du litige en matière internationale)
- Note sous, Cass. 1^{re} civ, 6 févr. 2001, *Rev. crit. DIP* 2001, 522 (transmission de la clause compromissoire dans les chaînes de contrats internationaux).
- Note sous Cass. soc. 16 févr. 1999 et 4 mai 1999, *Rev. crit. DIP* 1999, 745 (opposabilité au salarié de la clause compromissoire insérée dans un contrat de travail international).

AUTRES

- avec S. Clavel, E. Gallant et N. Joubert, Les grands arrêts de la CJUE en droit international privé, Dalloz, en préparation.
- Quel avenir pour les *Grands arrêts de droit international privé* ? in Mélanges en l'honneur de Bertrand Ancel, LGDJ 2018, p. 929-944.
- Un nouveau souffle européen, Editorial de la *Revue européenne de droit privé* 2017
- Brexit et espace judiciaire européen, *European papers* 2017
- Compte-rendu de C. Kessedjian, *Le droit international collaboratif*, IREDIES, coll. Doctrines, Clunet 2017, p.
- *Droit des personnes et de la famille* (avec P. Courbe), Coll. Mémento, Dalloz, 8^{ème} ed. 2012, 9^{ème} éd. 2015, 10^{ème} éd. 2018, 11^{ème} éd. 2020.
- Coordination des Mélanges dédiés à Patrick Courbe, *Le droit entre tradition et modernité*, Dalloz 2012.

- (en collaboration avec M. Menjucq) : « Droit international privé et droit communautaire dans le code de commerce » in *D'un code à l'autre : le droit commercial en mouvement* (dir. P. Le Cannu), LGDJ 2008, p. 393-406.
- « Le Traité de Lisbonne, le programme de Stockholm et le droit international privé -Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse », *LPA* 26 juil. 2010.
- Compte-rendu de Paul Lagarde (dir.), *La reconnaissance des situations en droit international privé*, Pedone 2013, 238 p., *Rev. crit. DIP* 2013, p. 1058
- « La coopération juridique franco-allemande : Influence et résistance en droit privé, L'exemple du droit des personnes et de la famille », in Actes du colloque organisé à la Faculté de Droit de Rouen les 27 et 28 juin 2013 (Cinquantenaire du Traité de l'Elysée), SLC 2014.

Conférences n'ayant pas donné lieu à publication :

- La dignité du demandeur d'asile, Colloque de la société française et francophone d'éthique médicale (déc. 2020).
- Direction des affaires civiles et du sceau, Réseau judiciaire européen, Bilan de jurisprudence 2020 (déc. 2020)
- La protection des données personnelles dans un contexte transfrontalier, Lausanne, 11 février 2020.
- Direction des affaires civiles et du sceau, Réseau judiciaire européen, Bilan de jurisprudence 2019 (déc. 2019)
- Intelligence artificielle et la personne, Le cas de la régulation européenne, UQAM (Montréal) 10 octobre 2019.
- L'invocabilité des normes de l'OIT devant le juge national, Institut d'études du travail de Lyon, Marcy l'étoile, le 3 octobre 2019 (Journées centenaire de l'OIT).
- Colloque AFNU, L'enfant dans les conflits armés, questions d'état civil, Paris, le 1^{er} octobre 2019 (avec S. Corneloup).
- La Blockchain au prisme du droit international privé (Séminaire franco-brésilien), Brasilia, 9 avril 2019)
- Persons in need of international protection : the appropriateness of Private International Law Methodologies, Gand 27 mars 2019
- Out of court divorces, Roundtable Asylum Law and International Family Law, Münster 8 et 9 février 2019.
- Interrogation sur le rôle de la règle de conflit de lois pour définir le statut des migrants, colloque Lyon III, 11 et 12 oct. 2018 (dir. H. Fulchiron)
- Organisation et animation du séminaire Re-Jus, Vers une protection juridictionnelle effective en matière d'asile et migrations ? Paris 31 mai et 1^{er} juin 2018.
- Mobilité des personnes, interactions du droit des étrangers et du droit international privé, Forum Transeuropexperts, Paris 16 mars 2018 (avec S. Corneloup)
- Extraterritorialité et numérique, l'exemple du droit au déréférencement, Journée d'études de la SFDI, Versailles, le 9 mars 2018

- Le droit à la nationalité : perspectives internationales et régionales, in Quels défis et quelles solutions pour les apatrides, conférence organisée par le UNHCR le 11 décembre 2017 (Paris, Conseil supérieur du notariat)
- Data Protection, which courts have jurisdiction ? : Programme Re-Jus, Séminaire international sur la protection des données, le 5 décembre 2017, Paris (CNIL)
- Table ronde : Les défis de l'accès à la justice dans un monde globalisé, le 20 septembre 2017 (Versailles Saint-Quentin, à l'occasion des 20 ans du DANTE)
- Le détachement de travailleurs (sous l'angle de la circulation des certificats A1) : Séminaire FreSSco (dir. S. Robin-Olivier) le 30 juin 2017 (Paris I)
- La mobilité vers l'emploi : le libre accès au marché du travail, UPEC 24 mars 2017 (colloque sur le Marché du travail européen : 1957-2017)
- La protection des données, aspect de Droit international, ILA, branche française, Paris 10 novembre 2016 (avec C. Zolynski)
- Le droit, frein ou facilitateur de la mobilité internationale des travailleurs (ENM Bordeaux, mai 2015)
- Les contours de l'Espace judiciaire européen, CCI Janvier 2015 (à l'occasion de la conférence sur l'entrée en vigueur du Règlement Bruxelles 1 refondu)
- "Les nouvelles règles de conflit de lois relatives au mariage entre personnes de même sexes" (Université de Paris 1, DERPI, déc. 2013)
- Le désordre normatif en droit des étrangers (Université de la Réunion, juin 2013)
- Le travailleur, acteur de la prestation de services, intervention au colloque organisé à l'Université d'Amiens le 16 novembre 2011
- ENM (Interventions annuelles en droit des conflits de lois et des conflits de juridictions dans le cadre de la formation continue des magistrats)
- Barreau de Paris (Droit des majeurs protégés en 2005 et 2010)
- Centre régional de formation des notaires (Caen, Rouen, 2013) : Présentation des règlements Rome III et Succession.
- Instituts d'études judiciaires (Université de Rouen, Université de Paris 2) : conférences annuelles d'actualité en droit de la famille et en droit international privé
- La protection du mineur en droit international privé, colloque Rouen 15 octobre 2008
- Euromed, Compétence des autorités et protection de l'enfant dans le contexte euro-méditerranéen, Marseille, 29 juin 2010.
- EHESS, conférences en droit international privé de la famille à l'Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman (2011, 2014, 2016).
- Analyse du rapport 2011 de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, Faculté de droit de Rouen 29 mars 2012

ENCADREMENT DE RECHERCHES

Thèses soutenues (direction)

- A.-V. Vincent, L'intérêt de l'enfant à naître (co-direction avec A. Dionisi-Peyrusse, Rouen 10 déc. 2018), auditeur de justice.
- Farouk Bellil, La cohérence du droit européen de l'insolvabilité internationale (Rouen, 4 déc. 2015), auditeur de justice.
- Anne-Sophie Papeil, Les conflits de lois de police (Rouen, 18 mars 2014), en poste aux Etats-Unis.
- Amandine Lapart, l'action syndicale transnationale (Rouen 2 déc. 2013) qualifiée au CNU.
- Jean-Baptiste Lelandais, L'influence du droit européen des conflits de juridictions sur le droit commun (Rouen, 9 décembre 2011), avocat
- Fanny Cornette, La notification internationale (Rouen, 29 novembre 2011), chercheur aux Pays-Bas.

Thèses en cours

- C. Jalicot, Arbitrage et Propriété intellectuelle, (co-direction avec V.-L. Benabou)
- J. Chignard, Arbitrage et développement durable (co-direction avec M. de Fontmichel)
- T. Le Moal, Droit des données à caractère personnel et droit de la concurrence dans une approche comparée États-Unis-U.E (co-direction avec C. Zolynski).
- I. Giauffret, L'accès à la justice des ressortissants étrangers (co-direction avec S. Clavel)

Participation à d'autres jurys de thèse

- En qualité de président de jury (2 thèses soutenues en 2016 à l'UVSQ, 1 thèse Strasbourg - 2018-)
- En qualité de rapporteurs (9 thèses soutenues : à Paris 1 - 2018 et 2019-, Strasbourg -2018-, Nancy - 2018-, Paris 5 -2018-, Nantes - 2018-, Bordeaux -2015-, Aix -2015-, Dijon -2014-, Rouen -2014-)
- En qualité de suffragants (Luxembourg - 2020 ; Louvain-la-neuve 2020 - Bordeaux -2016- ; Nice -2013- ; Rouen -2011-)

Habilitation à diriger des recherches

- Valérie Parisot (Rouen, 6 juillet 2018), rapporteur
- Laurent Gamet (Paris XIII, 1^{er} juil. 2013), rapporteur
- Amélie Dionisi-Peyrusse (Rouen, 24 juin 2013)
- Elise Ralser (La Réunion, 7 juin 2013), rapporteur
- Charlotte Girard (Rouen, 2 juillet 2012), garante

Jury de prix de thèse

Prix de l'International Law association (ILA), branche française (2019)

Animation d'ateliers doctoraux

Université Paris Saclay, Université de Rijeka (Croatie)

EXPERTISES

Expert auprès du ministère de la Justice pour la conférence diplomatique de La Haye (adoption de la Convention Jugements, 2019)

Directrice de la formation ENM « Les fondamentaux du droit international privé appliqués à la matière commerciale » (avril 2018, avril 2019)

Expert HCERES pour les centres de recherches de Toulouse (2015), du Havre (2016), de Corte (2017), de Strasbourg (2017)

Expert ANR (2015 ; 2016)

Auditions à l'assemblée nationale (droit des étrangers ; droit du numérique)